



COMPTE RENDU

COMITE SYNDICAL DU 15 OCTOBRE 2020

Le quinze octobre deux mil vingt à 18h00, le Comité syndical légalement convoqué s'est réuni dans la salle du Ludion à Villemoisson sur Orge, sous la Présidence de François Cholley, président du Syndicat de l'Orge.

Le quinze octobre deux mil vingt à 18h00, le Comité syndical, légalement convoqué, s'est réuni dans la salle du Ludion, avenue des Gardes Messiers à Villemoisson-sur-Orge.

Etaient présents :

Angervilliers : C. GIRARD-MINDEAU,

Ballainvilliers : M-c. FARGEOT,

Breux-Jouy : P. BOUDART,

Briis-sous-Forges : G. KAPERSKI,

Cœur d'Essonne Agglomération : G. KERVAN, T. FICHEUX, L. CAYROUSE, F. ROUCHY, B. SPOTTI, C. BERTINE, B. FROGER, M. GOESSENS, B. LEPARQ, J. KLEIN, N. PFEIFFER, D. LEMAIRE, S. TANGUY, V. BOUDRY, S. BONNAMY, A. LAMOUR, S. COUSIN, A. DOUAILLY, J. PEREZ, R. CARPENTIER, N. FOUQUE, P. ROGER, F. ARBELET, P-j. LEBEC, J. DELPIC, F. CHOLLEY, V. DABADIE, L. BENEDETTI, N. DACHICOURT, F. DA SILVA, G. FRAYSSE,

Communauté d'Agglomération Paris-Saclay : M-c. FARGEOT, O. MARCHAU, A. RICHARD, J. CARRE, S. PERDREAU, S. LEGRAND, O. THOMAS, C. FOURNES,

Communauté de Communes Dourdannais en Hurepoix : P. BOUDART, L. LARREGAIN, P. AUDOUIN, S. THENAULT, F. PIVET, S. DELOGES, M. PALLEAU, L. DUHAY, J-c. DESILE, A. FONSECA, P. AUGIAT,

Communauté de Communes Entre Juine et Renarde : E. LAURENT, P. LE FLOC'H, F. BAUDRON,

Communauté de Communes du Pays de Limours : C. GIRARD-MINDEAU, G. KAPERSKI, D. CHAINTREUIL, J. BRUNEL, P. MYOTTE, J. SALANON, P. BALLELIO, A. BOUTTEMONT, C. DELOMME, F. VIVAT,

Courson-Monteloup : D. CHAINTREUIL,

Dourdan : L. LARREGAIN, P. AUDOUIN

Epinay-sur-Orge : O. MARCHAU, A. RICHARD,

Fontenay-les-Briis : J. BRUNEL,

Forge-les-Bains : P. MYOTTE,

Grand Orly Seine Bièvre : R. SOLIGO, J-b. BIGA, A. MERRINA,

La-Forêt-le-Roi : F. PIVET,

La-Ville-du-Bois : J. CARRE, S. PERDREAU,

Le-Val-Saint-Germain : S. OLLIVIER-HENRY,

Limours-en-Hurepoix : P. BALLELIO, A. BOUTTEMONT,

Marcoussis : S. LEGRAND, O. THOMAS,

Métropole du Grand Paris : aucun délégué n'a été désigné,

Nozay : C. FOURNES,

Roinville-sous-Dourdan : L. DUHAY,

Saint-Chéron : J-c. DESILE,

Saint-Cyr-Sous-Dourdan : A. FONSECA,

Saint-Maurice-Montcouronne : C. DELOMME,

Sermaise : P. AUGIAT,

Vaugrigneuse : F. VIVAT,

Secrétaire de séance:

Pierre LE FLOC'H, Communauté de Communes Entre Juine et Renarde,

Etaient absents excusés (titulaires) :

Breux-Jouy: M. PETIT,

Briis-sous-forges : E. DASSA,

Cœur d'Essonne Agglomération : P. FOURNIER, C. DEVLEESCHAUWER, A. MARGUERITE, M. BOURDAIS, R. PERRET, H. AUJALEU, D. ESPRIN, M. DURANTON, P. DECOMBLE, S. RIGAUT,

Communauté d'Agglomération Paris-Saclay : L. CASTAINGS, D. DEMICHEL, C. LARDIERE, J. GAUCHET, B. PANDZOU,

Communauté d'Agglomération Rambouillet Territoires : J. DRAPPIER, I. COPETTI,

Communauté de Communes Dourdannais en Hurepoix : B. PANOT, F. SARRAZIN, P. VALLEE, B. DESPREZ, S. LEBRET, D. NOUAILLES

Communauté de Communes Entre Juine et Renarde : F. ALBISSON, J. BURON, F. FHURMANN, R. LE BOEDÉC,

Communauté de Communes du Pays de Limours : E. DASSA, T. DEGIVRY, C. SCHOETTL, C. DROUET, W. BERRICHILLO,

Dourdan: B. PANOT,

Epinay-sur-Orge : L. CASTAINGS,

Fontenay-les-Briis: T. DEGIVRY,

Forge-les-Bains : G. GRANGIER,

Grand Orly Seine Bièvre J-j. GROUSSEAU, T. TAMIN, J. GODRON, F. SAINT-PIERRE, C. DELAVEAU-PIERACCI, S. HAMARD, L. BRIEY, O. GUICHARD,

Grand Paris Sud : F. OGBI, P. RIO,

Janvry : C. SCHOETTL,

La-Forêt-le-Roi : S. LEBRET,

Linas : D. DEMICHEL, C. LARDIERE,

Montlhéry: C. DUJARDIN, J. GAUCHET,

Pecqueuse : C. DROUET,

Saint-Chéron : D. NOUAILLES,

Saint-Maurice-Montcouronne : W. BERRICHILLO,

Nombre de délégués : 130

Présents: 92 (dont 25 avec double vote)

Quorum : 66

Votants: 92

Assistaient également :

Franck BERNARD, Directeur général adjoint du « Pôle Ressources »,

Franck BOITTIN, Directeur général adjoint « Milieux Naturels »,

Pascale REINIER, Directrice générale adjointe de « l'Assainissement »,

Pascale SIMONIN, Responsable du service « communication et animations »,

Ann-Alix MICHELET, Responsable du service « juridique, affaires générales, marchés publics ».

PRINCIPALES DECISIONS

- Approbation du Rapport de Développement Durable 2019,
- Approbation des rapports d'assainissement 2019,
- Election des membres de la Commission d'appel d'offres, du Comité technique et du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail,
- Election des membres de la Commission consultative des services publics locaux.

Le quorum étant atteint, le Président, François CHOLLEY, ouvre la séance.

« François CHOLLEY a le plaisir, comme maire de Villemoisson sur Orge, d'accueillir ce Comité syndical au Ludion, dans la salle Ogmios, qui fait référence au dieu de l'éloquence. »

M. Pierre LE FLOCH est désigné secrétaire de séance.

1- PRESENTATION DES ENJEUX ET MISSIONS DU SYNDICAT

Rapporteur : François CHOLLEY

Afin d'introduire les présentations des rapports annuels de Développement Durable et d'Assainissement, une présentation du Syndicat, de ses missions et de son organisation sera faite en séance du comité syndical.

« François CHOLLEY indique que les missions et l'organisation du Syndicat vont être présentées dans le cadre du Rapport de Développement Durable 2019. »

POINTS DE DELIBERATIONS

2- RAPPORT DE DEVELOPPEMENT DURABLE 2019

Rapporteur : François CHOLLEY

Pascale SIMONIN, directrice communication, présente le rapport de développement durable 2019 qui a été remis à chaque délégué en début de séance.

« François CHOLLEY indique que les cadres du Syndicat et lui-même sont disponibles pour faire cette présentation à la demande des communes ou des communautés dans leur conseil, commissions ou réunions publiques. Le support de présentation est aussi disponible si les élus souhaitent l'utiliser.

François CHOLLEY indique que l'objectif fixé par l'Union Européenne est le bon état écologique des masses d'eau en 2027. Cependant, plus nous approchons de 2027 plus nous savons que nous ne parviendrons pas à atteindre ces objectifs. D'ailleurs tous les pays européens négocient afin d'avoir des objectifs atteignables en 2027. Ces objectifs sont d'autant plus difficiles à atteindre que les règles et les paramètres sont périodiquement renforcés. François CHOLLEY rappelle cependant que l'objectif est de continuer à s'améliorer fortement.

François CHOLLEY rappelle concernant la certification, que l'audit avait soulevé un point de vigilance sur la notion de « satisfaction client ». Il convient que le Syndicat soit dans une logique d'écoute du « client » (le promeneur dans la vallée, le service urbanisme dans une commune...). Nous n'avons pas actuellement de démarche d'évaluation de cette satisfaction.

Pierre-Jean LEBEC indique que la fréquentation forte de la vallée est déjà un indicateur de satisfaction.

Vincent BOUDRY demande si les stations qualité mesurent en continu et si les données sont publiques.

François CHOLLEY lui répond que 5 stations mesurent en continu la qualité des eaux, les autres prélèvements sont ponctuels. Les mesures sont ensuite centralisées et publiées dans un rapport annuel, présenté dans les détails aux associations dans la commission

gestion des milieux naturels. Ces données sont également transmises à l'Agence de l'Eau pour le reportage à l'Europe.

Olivier THOMAS rappelle que le Syndicat travaille depuis plus de 20 ans sur la qualité de l'eau. Nous disposons de points de contrôle sur tous les affluents. Nous contrôlons les éléments chimiques mais aussi la présence d'animaux (indicateurs biologiques). Depuis 20 ans cela s'améliore. Il faut comprendre que nous sommes dans une lutte permanente contre les conséquences de l'urbanisation. Les contrôles des branchements en assainissement constituent donc un point essentiel au vu de cette situation. De plus, il existe aussi des pollutions volontaires ou non. Nous devons continuer à faire de la pédagogie en direction des habitants et faire confiance aux générations nouvelles.

François CHOLLEY rappelle aussi que les agglomérations ont un rôle important à jouer en matière de contrôles des branchements notamment.

Patrick MYOTTE demande si les eaux usées sont réutilisées après traitement.

François CHOLLEY indique que si l'Union Européenne le permet, ce n'est pas le cas de la France. En France, seules des expérimentations sont menées.

Pascal AUGIAT informe que la commune de Sermaise mène une réflexion sur la dépollution d'un site industriel. Il demande ce que le Syndicat peut apporter dans ce domaine.

François CHOLLEY rappelle que la dépollution de sites industriels relève de la compétence de l'Etat et de l'industriel. Cependant, en cas d'impact sur la rivière, le Syndicat peut accompagner la commune dans ses démarches auprès de ces deux acteurs. »

Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve le Rapport de Développement Durable 2019.

3- RAPPORTS D'ASSAINISSEMENT 2019

Rapporteur : François CHOLLEY

Les documents ont été transmis via les liens dans la convocation.

Il est demandé au Comité syndical d'approuver les Rapports d'Assainissement 2019.

Mme REINIER, DGA Assainissement présente les rapports d'assainissement :

- Rapport annuel 2019 des stations d'épuration syndicales,
- Rapport annuel 2019 – Compétence transport,
- Rapport annuel 2019 – Compétence collecte,
- Rapport annuel 2019 – DSP collecte et station d'épuration d'Ollainville (Suez).

« François CHOLLEY précise que les rendements exigés par l'Etat varient d'une station d'épuration à une autre. Ils dépendent notamment de la capacité d'absorption du milieu récepteur (la rivière).

François CHOLLEY indique que nous sommes très attentifs à la maîtrise des coûts des stations d'épuration. Connaître le coût de fonctionnement, celui des travaux... permet de fixer le niveau de la redevance.

Camille BERTINE interroge sur l'utilisation des boues issues des stations d'épuration.

Pascale REINIER indique que certaines sont destinées à l'épandage agricole, d'autres en filière de compostage.

Laurence BENEDETTI demande pourquoi la technique des filtres plantés de roseaux n'est pas utilisée partout.

François CHOLLEY répond que cette technique nécessite de grandes surfaces et des sols adaptés. En zone urbaine et avec une population importante ce n'est pas possible.

Jérémie BRUNEL est surpris que l'on se focalise sur le rendement et non sur la charge entrante et son lien avec la charge en sortie de station.

Pascal REINIER lui indique qu'outre le rendement, il y a aussi un taux de concentration des rejets à ne pas dépasser.

Axel DOUAILLY demande si le coût est très différent entre les filtres plantés de roseaux et les procédés classiques.

François CHOLLEY indique que les coûts d'exploitation sont variables suivant la configuration des lieux, le nombre d'habitants et les filières. Les filières plantées de roseaux créées par le Syndicat ces dernières années sont relativement chères car les coûts sont répartis sur un faible nombre d'habitants.

Concernant la DSP (Délégation de Service Public), pour la station d'Ollainville, les coûts sont très élevés (0.92€ par mètre cube contre 0.67 pour le Siaap à Valenton). François CHOLLEY indique à propos de cette DSP, qu'elle doit être réexaminée. Il y a sans doute d'autres façons de gérer. Cette DSP a été signée avant la fusion des Syndicat, fin 2018, pour une durée de sept ans. Or, les recettes de 2019 ne couvrent pas les factures de Suez. De plus, les travaux préconisés par Suez sont en sus à la charge du Syndicat.

Sylvain TANGUY considère que nous sommes en « affermage sans responsabilité financière de SUEZ ». Quand le délégataire rejette les eaux usées sans les avoir traitées, Sylvain TANGUY considère qu'il s'agit d'un enrichissement sans cause.

Pascal REINIER indique que depuis que ses services suivent la station d'épuration la priorité est donnée à un déversement dans un réseau d'assainissement afin d'être traité à Valenton. En 2019, les déversements en rivière sont devenus beaucoup moins importants.

Camille BERTINE demande ce qui a généré les 400 000 m3 déversés en rivière en 2018.

François CHOLLEY indique que les périodes de crues et de froid mettent la station d'épuration d'Ollainville en grande difficulté. En 2018, nous avons connu ces deux phénomènes.

Bernard SPROTTI demande comment le Syndicat opère pour limiter l'impact en cas de forte pluie.

François CHOLLEY indique que nous avons identifié des secteurs prioritaires où il faut agir sur l'infiltration d'eaux pluviales dans les réseaux d'eaux usées. Des actions vont y être menées.

Jacques PEREZ évoque les plaintes de riverains dans le secteur du château et du marché à Morsang sur Orge relatives à des odeurs malgré les dispositifs de désodorisation mise en place par le Syndicat.

François CHOLLEY indique que les odeurs se développent par temps chaud et sec. La station de désodorisation de Morsang-sur-Orge marche très bien. Cependant il s'agit d'un traitement au charbon actif. Lorsque le charbon n'est plus opérant, il peut y avoir quelques jours avec des odeurs le temps de le changer.»

Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve les rapports d'Assainissement 2019 :

- **Rapport annuel 2019 des stations d'épuration syndicales,**
- **Rapport annuel 2019 – Compétence transport,**
- **Rapport annuel 2019 – Compétence collecte,**
- **Rapport annuel 2019 – DSP collecte et station d'épuration d'Ollainville (Suez).**

4- COMMISSIONS DU SYNDICAT ET COMPOSITION

Rapporteur : François CHOLLEY

Le Syndicat met en place des commissions thématiques. La liste des commissions envisagées est présentée en comité syndical.

Chaque membre du Bureau sera coprésident d'une commission comme indiqué ci-dessous :

COMMISSIONS	SOUS-DOMAINES	CO-PRÉSIDENT (E)	MEMBRES
1 Gestion des milieux naturels et ouverture au public avec les associations (CCSPL : commission consultative des services publics)	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes et aménagements hydromorphologiques (travaux rivière) • Plans de gestion des espaces naturels, trames vertes et bleues • Usages et accueil du public (promenades, fréquentation, surveillance, déchets) • Suivi des projets agricoles (Sesame...) • Rapport annuel sur la qualité de l'eau • Foncier, acquisition, vente • Urbanisme, avis SCOT, PLU • Rapports annuels d'assainissement (qui doivent être présentés à la CCSPL) 	A. MERRINA G. FRAYSSE O. THOMAS C. BERTINE N. FOUQUE	
2 Prévention des inondations	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie de prévention : bulletins, programme d'investissement, ... • Culture du risque (PCS) et gestion de crise (alerte aux riverains, pilotage, crise...) • Modèle hydraulique • PAPI (Programme d'action de Prévention des Inondations) Orge/Yvette et Seine • Ruissellements agricoles • ZNEC (Zone naturelles d'expansion de crues) et zones de surinondation • Régulation du bassin versant de la Rémarde amont • Politique de desimperméabilisation 	F. SAINT-PIERRE P. LE FLOC'H S. RIGAUT G. KERVAN E. DASSA	
3 Transport syndical des eaux usées et eaux pluviales et Epuration	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes et travaux sur les réseaux de transport dont VLB (Projet aval du SIAAP vers Valenton) • Etudes et travaux sur les stations d'épuration, réhabilitation et construction • Suivi de la DSP (délégation de service public) amont • Suivi des ouvrages de traitements eaux pluviales • Règlement d'assainissement • Débitmétrie, schéma directeurs, eaux parasites • Rapport annuel d'assainissement 	J-j. GROUSEAU S. TANGUY F. OGBI	
4 Collectes communales et branchements	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion des réseaux de collectes communaux (études et travaux) • ANC (assainissement non collectif) • Eaux Usées Non Domestiques (EUND) • Contrôle de conformité des branchements • Suivi des points noirs des réseaux de collecte tiers • Rapports annuels d'assainissement 	L. LARREGAIN T. DEGIVRY J-c. DESILE	

5	Communication, sensibilisation et coopération décentralisée	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie de communication et publications : Fb, site internet, lettres... • Classes d'eau et outils pédagogiques • Coopération internationale 	S. OLLIVIER-HENRY O. MARCHAU	
6	Ressources : finances, bâtiments, moyens techniques, informatique	<ul style="list-style-type: none"> • Finances budget Rivière « principal » et PPI • Finances budget Assainissement, harmonisation redevances et PPI • Recouvrement PFAC et redevances • Gestion des bâtiments, moyens techniques • Suivi du contrat eau – climat et subventions 	P. MYOTTE W. BERRICHILLO F. ARBELET	

Lors du comité syndical, un appel à candidature est effectué par François CHOLLEY afin de permettre aux délégués de s'inscrire dans une ou plusieurs de ces commissions. En outre, un mail sera adressé à tous les délégués afin de leur proposer de s'inscrire.

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité, crée les commissions et désigne les présidents de chaque commission, comme suit :

- Gestion des milieux naturels et ouverture au public.
Co-Présidents : A. MERRINA, G. FRAYSSE, O. THOMAS, C. BERTINE, N. FOUQUE,
- Commission prévention des inondations (hydraulique, PAPI, vulnérabilité, gestion de crise).
Co-Présidents : F. SAINT-PIERRE, P. LE FLOC'H, S. RIGAULT, G. KERVRAN, E. DASSA
- Commission Transport syndical des eaux usées et eaux pluviales et Epuration
Co-Présidents : J-j. GROUSEAU, S. TANGUY, F. OGBI,
- Commission collectes communales, branchements (EUND, bâtiments publics et collectifs...), réseaux de transport, DSP, assainissement non collectif (ANC).
Co-Présidents : L. LARREGAIN, T. DEGIVRY, J-c. DESILE,
- Commission communication, sensibilisation, Open Data, QSE, coopération décentralisée, classes d'eau.
Co-Présidents : S. OLLIVIER-HENRY, O. MARCHAU,
- Commission Ressources : finances, bâtiments, moyens techniques, informatique.
Co-Présidents : P. MYOTTE, W. BERRICHILLO, F. ARBELET,

5- ELECTION A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Rapporteur : François CHOLLEY

Conformément à l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission d'appels d'offres est composée par le Président du Syndicat et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est proposé au Comité syndical d'élire les membres à la Commission d'appel d'offres (5 titulaires, 5 suppléants).

« François CHOLLEY procède à un appel à candidature auprès des délégués. A l'issue il propose une liste composée de vice-présidents et de délégués. »

Le Comité syndical après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'élire à la Commission d'appel d'offres les membres suivants :

Membres titulaires :

François CHOLLEY
Thierry DEGIVRY
Fabrice ARBELET
William BERRICHILLO
Sylvain LEGRAND
Patrick MYOTTE

Membres suppléants :

Olivier MARCHAU
Sylvie OLLIVIER HENRY
Pierre LE FLOC'H
Daniel CHAINTREUIL
Gérard KERVRAN

6- DESIGNATION DES MEMBRES DU COMITE TECHNIQUE (CT)

Rapporteur : François CHOLLEY

En application du décret n°2011-2010, le nombre de représentants titulaires au Comité Technique peut aller de 3 à 5 représentants pour chaque formation (élus et salariés) lorsque l'effectif de l'établissement est compris entre 50 et 349 agents.

Pour les Comités Techniques placés auprès des collectivités et des établissements autres que les centres de gestion, le ou les membres de ces comités sont désignés par l'autorité investie du pouvoir de nomination, parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de la collectivité ou de l'établissement public.

Le Comité syndical prend acte de la désignation des membres du CT par le Président du Syndicat.

« François CHOLLEY présente une liste de candidats. Il précise que les réunions se déroulent en journée et indique que Mme Sylvie OLLIVIER-HENRY présidera le CT et le CHSCT. »

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité, prend acte de la désignation par le Président des membres suivants au Comité Technique du Syndicat de l'Orge :

Titulaires :

Sylvie OLLIVIER-HENRY (Présidente du CT)
Gérard KERVRAN
William BERRICHILLO

Suppléants :

Camille BERTINE
Laurent LARREGAIN
Arielle MERRINA

7- DESIGNATION DES MEMBRES DU COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT)

Rapporteur : François CHOLLEY

En application de l'article 31, chapitre III, du décret n°2012-170, l'autorité territoriale désigne pour siéger au Comité d'Hygiène et de Sécurité, les représentants de la collectivité ou de l'établissement parmi les membres de l'organe délibérant, ou parmi les agents de cette collectivité ou de cet établissement.

Le Comité syndical prend acte de la désignation des membres du CHSCT par le Président du Syndicat.

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité, prend acte de la désignation par le Président des membres suivants au CHSCT du Syndicat de l'Orge :

Titulaires :

Sylvie OLLIVIER-HENRY (Présidente du CT)
Gérard KERVRAN
William BERRICHILLO

Suppléants :

Camille BERTINE
Laurent LARREGAIN
Arielle MERRINA

8- DESIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL)

Rapporteur : Olivier Thomas

Conformément à l'article L 1413-1 du code général des collectivités territoriales, lorsqu'un service public est confié à un tiers par convention de délégation de service public ou en cas d'exploitation d'un service public en régie dotée de l'autonomie financière, la création d'une commission consultative des services publics locaux est obligatoire, notamment pour les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants.

Dès lors, il est nécessaire pour le Syndicat de l'Orge d'établir cette commission qui a un rôle consultatif et qui a pour mission d'examiner chaque année, le rapport de son président et les rapports établis par les délégataires de service public.

La CCSPL donnera un avis avant que l'organe délibérant ne se prononce, tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, et tout projet de partenariat avant que l'organe délibérant ne se prononce.

Cette commission consultative des services publics locaux est composée du président, ou son représentant, de membres de l'organe délibérant, désignés selon le principe de la représentation proportionnelle, et de représentants d'associations locales, nommés par l'organe délibérant.

En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

Il est proposé que la CCSPL soit composée des mêmes membres que la commission « Gestion des milieux naturels et ouverture au public ».

Les membres associatifs de la CCSPL étaient les suivants :

PARTICIPATION A LA CCSPL

ASSOCIATIONS PARTENAIRES Désignation d'1 ou 2 représentant(s) par association	
FEDERATION DE PECHE DE L'ESSONNE	2 représentants
FEDERATION DE CHASSE DE L'ESSONNE	2 représentants
FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT IDF	2 représentants
FEDERATION FRANCAISE DE RANDONNEE PEDESTRE	1 représentant
LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX	1 représentant
FEDERATION POUR LES CIRCULATIONS DOUCES DE L'ESSONNE	1 représentant
NATURESSONNE - SAVIGNY-SUR-ORGE	1 représentant
PROTECTION VAL D'ORGE LORMOY-PERRAY - STE GENEVIEVE DES BOIS	1 représentant
LES PORTES DE L'ESSONNE ENVIRONNEMENT - SAVIGNY-SUR-ORGE	1 représentant
LE TRIANGLE VERT DES VILLES MARAICHIERES DU HUREPOIX	1 représentant
UFC QUE CHOISIR - ST MICHEL SUR ORGE	1 représentant
ASSOCIATION DES HABITANTS DU BASSIN DE LA PREDECELLE	1 représentant
SOCIETE DES AMIS DE LA VALLEE DE LA RENARDE	1 représentant
UNION DES AMIS DU PARC DE LA HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE	1 représentant
OFFICE INSECTES ENVIRONNEMENT	1 représentant

Il est proposé au Comité syndical de désigner les représentants pour siéger à la CCSPL.

« Olivier THOMAS propose que la CCSPL soit composée des mêmes membres que la commission n°1 « Gestion des milieux naturels et ouverture au public ». Il précise que pour les associations comme la pêche et la chasse, ce sont les instances départementales qui désignent leur membre. En outre, il indique que si des associations impliquées dans le domaine concerné souhaitent rejoindre la commission, nous examinerons leur candidature.

Francis VIVAT demande la fréquence et l'heure des réunions de la commission.

Olivier THOMAS précise qu'il y a environ quatre réunions par an et qu'elles ont lieu à 14H à Ollainville.

François CHOLLEY précise que les autres commissions se réunissent environ quatre fois par an, mais plutôt en fin d'après-midi à 18H.»

Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve la composition de la CCSPL conformément à la liste ci-dessus.

9- DESIGNATION DES MEMBRES DE LA CONFERENCE D'ENTENTE AVEC EAU OUEST ESSONNE (3 REPRESENTANTS)

Rapporteur : François CHOLLEY

Le Syndicat de l'Orge, de la Rémarde et de la Prédecelle et Eau Ouest Essonne présentent, par leur territoire commun, des similitudes de gestion, et interviennent tous deux sur le grand cycle de l'eau d'un même bassin versant, celui de l'Orge, par des activités complémentaires. De part un territoire en partie commun, les deux structures sont représentées pour plusieurs communes par les mêmes délégués élus. Pour ces mêmes communes situées sur un territoire commun, la facturation des redevances d'assainissement est réalisée par Eau Ouest Essonne pour le compte du Syndicat de l'Orge.

Une convention d'entente entre les deux collectivités permet de mutualiser les moyens des 2 structures et d'améliorer la qualité du service public d'assainissement et du service public d'eau potable sur ces territoires.

Les moyens et ressources qui seront mis à disposition d'Eau Ouest Essonne par le Syndicat sont les suivants :

- Assistance au montage administratif des marchés,
- Assistance juridique,
- Prêt ponctuel d'engins (tracteur et benne agricole, pelleteuse, camion benne, bennes),
- Prêt ponctuel de groupes électrogène et d'installations de pompage,
- Diagnostics et interventions d'urgence dans les domaines de l'électromécanique et des automates,
- Assistance pour le pilotage et le déploiement d'un SIG et d'un système de supervision avec les outils métier associés,
- Diagnostic écologique et plan de gestion de la peupleraie de la station de Saint Maurice.

Les moyens et ressources qui seront mis à disposition par Eau Ouest Essonne pour le Syndicat sont les suivants :

- Lieu de stockage de matériel à Forges-les-Bains et sur le site de Saint-Maurice-Montcouronne,
- Lieu de réunion, de restauration, de vestiaire et de bureau temporaire à Forges-les-Bains,
- Prêt ponctuel d'engins et de matériels (petite pelle, camion plateau),

- Interventions ponctuelles pour des travaux de raccordement d'assainissement communs avec l'eau potable,
- Prêt ponctuel de groupes électrogène et d'installations de pompage.

Il est nécessaire de constituer une Conférence qui sera composée de 4 représentants de chaque collectivité et qui aura la compétence pour discuter de toutes les questions et aspects ayant trait à la gestion du service. Elle aura également vocation à tenter de régler les éventuelles difficultés qui pourraient survenir. Elle émettra des propositions, à la majorité des représentants des membres présents ou représentés. Ces propositions deviennent exécutoires après validation par les deux Comités.

La Conférence élira en son sein, un Président chargé de convoquer les réunions, de définir l'ordre du jour, d'animer les réunions, d'établir les procès-verbaux et d'assurer la communication des propositions de l'entente à ses membres.

Il est proposé au Comité syndical de désigner les 4 représentants pour siéger à la conférence d'entente avec Eau Ouest Essonne.

« M. CHOLLEY indique que le Syndicat va proposer à Eau Ouest Essonne que cette entente comporte quatre élus issus de chacun des Syndicats afin de permettre à tous les élus motivés par cette entente d'y participer. Il indique qu'il s'agit d'une structure informelle n'ayant pas de contrainte sur le nombre d'élus y participant. »

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité, décide de désigner les 4 représentants suivants pour siéger au sein de la Conférence : François CHOLLEY, Laurent LARREGAIN, Emmanuel DASSA, Patrick MYOTTE.

L'ordre du jour étant épuisé, et en l'absence de questions diverses, le Président lève la séance à 20H10.

Le Secrétaire,
P. LE FLOCH
SYNDICAT DE L'ORGE



Le Président,
F. CHOLLEY
SYNDICAT DE L'ORGE

